

AP N° 2025-MD-179-IC

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
à l'encontre de la société MHCS concernant ses activités
situées sur le territoire de la commune de OIRY (51530)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté préfectoral n°2012-A-103-IC en date du 27 septembre 2012 autorisant la société MHCS à exploiter les installations de production et de commercialisation de Champagne à Oiry ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-15-IC en date du 23 Février 2016 modifiant les conditions d'exploitation des installations de production et de commercialisation de Champagne de la société MHCS à Oiry ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 28 juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé.

CONSIDÉRANT que l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral modifié du 27 septembre 2012 précité dispose que « *Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]* » ;

CONSIDÉRANT que le compte-rendu Q18 du 24 octobre 2024 pour le bâtiment Cuvierie B contient 19 observations, dont 14 déjà signalées dont 2 sont de nature de risque U1, que le compte-rendu Q18 du 7 avril 2025 pour l'installation haute-tension MONTAIGU contient 11 observations dont 8 déjà signalées (aucune n'étant de nature de risque U1) ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral modifié du 27 septembre 2012 précité dispose que « *Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.* » ;

CONSIDÉRANT que le rapport de vérification d'installation anti-foudre du pressoir de Oiry du 18 janvier 2025 contient 7 observations, dont 6 déjà signalées dont 1 est de nature de risque, que le rapport de vérification d'installation anti-foudre (tirage-habillage-dégorgement) du 18 janvier 2025 contient 4 observations toutes déjà signalées (aucun n'étant de nature de risque U1) ;

CONSIDÉRANT que le suivi des eaux résiduaires révèle des dépassements récurrents des valeurs limites d'émissions (VLE) des paramètres DBO5 et DCO en période d'activité vinicole fixées par l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-15-IC en date du 23 Février 2016 :

	DBO5 (concentration en mg/l)		DCO (concentration moyenne journalière en mg/l)	
	VLE	Mesurée	VLE	Mesurée
21/09/24	1600	2800	4000	5160
23/09/24		4100		6816
25/09/24		4600		7472
23/09/23		2600		5100
24/09/23		2800		4025
27/09/23		2200		3750
08/06/22		1800		2406

CONSIDÉRANT que les derniers relevés de consommation d'eau annuelle sur le site révèlent des dépassements de la consommation d'eau autorisée qui est de 43000 m³ par an, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2016-APC-15-IC en date du 23 Février 2016 :

- 73743 m³ pour 2022 ;
- 72718 m³ pour 2023 ;
- 79788 m³ pour 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la consommation d'eau n'a pas été portée à la connaissance de l'autorité préfectorale ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose que « *L.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine [...]* » ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MHCS en ce qui concerne le site de Oiry de respecter les prescriptions des articles 7.5.4, 7.2.3 et 7.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 : Objet de la mise en demeure

La société MHCS, dont le siège social est situé 9 Avenue de Champagne à Epernay (51200) exploitant une installation de préparation et conditionnement de vins sur la commune de Oiry est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants du présent arrêté, selon les délais prescrits.

Article 2 : Installations électriques

L'exploitant est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de son installation de préparation et conditionnement de vin, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2012 susvisé, relatives à la conception, réalisation et l'entretien des installations électriques conformément aux normes en vigueur. Une priorité doit être donnée à la mise en conformité en rapport avec les

observations récurrentes et de nature de risque U1 émises dans les derniers rapports de vérification annuelle des installations électriques.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 3 : Protection contre la foudre

L'exploitant est mis en demeure de respecter, pour l'exploitation de son installation de préparation et conditionnement de vin, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2012 susvisé, relatives à la protection contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Une priorité doit être donnée à la mise en conformité en rapport avec les observations récurrentes émises dans les derniers rapports de vérification annuelle de la protection anti-foudre.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 4 : Surveillance des eaux résiduares

L'exploitant est mis en demeure de respecter les valeurs limites d'émissions des prochains rejets des eaux de process, conformément à l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-15-IC du 23 février 2016, notamment ceux pendant et après les vendanges 2025, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 5 : Consommation d'eau

L'exploitant est mis en demeure de justifier, par le dépôt d'un rapport à porter à connaissance à l'autorité préfectorale, l'augmentation de la consommation d'eau par rapport à celle autorisée par l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-APC-15-IC du 23 février 2016 pour l'exploitation de son installation de préparation et conditionnement de vin, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), le document demandé.

Article 6 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

Article 9 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à Monsieur le maire de Oiry qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Président de la société MHCS, 9 Avenue de Champagne, 51200 EPERNAY.

Châlons-en-Champagne, le **19 AOUT 2025**

**Pour le Préfet,
Le Directeur de Cabinet
Secrétaire Général par suppléance,**



Thomas MONTBABUT